

QUIMPER, le 13/10/2022

**Service Environnement**

2 rue Kerivoal

29334 QUIMPER

**Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/10/2022

**Contexte et constats**

Publié sur



**EARL COSQUER**

**KERAMBLEVEC**

**29100 POULDERGAT**

Références : AP n° 74/2016- AE du 06/07/2016;

- Arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 5 septembre 2003 portant mise en application obligatoire de normes ;
- Arrêté du 5 septembre 2003 relatif aux vérifications auxquelles doit procéder le responsable de la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture normalisés.

Code AIOT : 0052903294

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2022 dans l'établissement EARL COSQUER implanté KERAMBLEVEC 29100 POULDERGAT. L'inspection a été annoncée le 16/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL COSQUER
- KERAMBLEVEC 29100 POULDERGAT
- Code AIOT : 0052903294
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage porcin composé de 420 reproducteurs, 1758 places de porcs de moins de 30 kg et 3475 places de porcs de plus de 30 kg, avec une station de traitement de lisier et le compostage du refus de centrifugation.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Vérification de la mise en oeuvre du processus de normalisation du compost.
- Vérification de l'autosurveillance du fonctionnement de la station de traitement.
- Gestion des risques de déversements- débordements d'effluents.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etanchéité – sols des bâtiments d'élevage – ouvrages de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I	/	Sans objet
2	Maîtrise des risques de déversement d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	/	Sans objet
3	Équipements de stockage d'effluents : clôture – présence de regards	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	/	Sans objet
4	Bon état des canalisations de transport d'effluent	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III	/	Sans objet
5	Collecte de la totalité des effluents et plan de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	/	Sans objet
6	Interdiction de rejet d'effluent dans les eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	/	Sans objet
7	Interdiction de rejet d'effluent dans les eaux superficielles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	/	Sans objet
8	Présence de dispositifs de mesure	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Capacités de stockage à disposition en cas d'arrêt du traitement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28	/	Sans objet
10	Présence de dispositifs de prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28	/	Sans objet
11	Tenue de registre de traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 38	/	Sans objet
12	Hygiénisation et retournement du compost	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29	/	Sans objet
13	Allotement et suivi de la température des matières en compostage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39	/	Sans objet
14	Compost : normalisation	Arrêté Ministériel du 05/09/2003, article 1	/	Sans objet
15	Compost : conformité des analyses à la norme	Arrêté Ministériel du 05/09/2003, article 1	/	Sans objet
16	Compost : réalisation des analyses ETM et microbiologie	Arrêté Ministériel du 05/09/2003, article 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La sécurité des ouvrages de stockage et les risques de déversements sont bien pris en compte.  
Les résultats d'analyse du compost démontrent un bon processus de compostage.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Etanchéité – sols des bâtiments d'élevage – ouvrages de stockage d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions constructives : prévention des pollutions diffuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. – Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement.
<b>Constats :</b> Aucune fuite constatée au niveau de la station de traitement et du hangar de compostage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Maîtrise des risques de déversement d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions constructives : prévention des pollutions diffuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> II. – Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.
<b>Constats :</b> La lagune est presque vide au jour de la visite : bon été visuel de la bâche. Les végétaux en bordure sont maîtrisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 3 : Équipements de stockage d'effluents : clôture – présence de regards

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions constructives : prévention des pollutions diffuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.
<b>Constats :</b> Les ouvrages de stockage de liquides sont protégés : grillage autour de la lagune et de la fosse de transfert, bardage en bois autour de la fosse de centrât, barrière sur l'escalier d'accès aux ouvrages de traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 4 : Bon état des canalisations de transport d'effluent

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions constructives : prévention des pollutions diffuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> III. – Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.
<b>Constats :</b> Les canalisations aériennes sont situées en dehors des zones de circulation des véhicules. Elles ne présentent pas de suintement au moment du contrôle. Point de vigilance : surveillance de l'accumulation de potasse dans la lumière des canalisations en sortie de centrifugeuse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Collecte de la totalité des effluents et plan de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Collecte et stockage des effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. – Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées
<b>Constats :</b> Tous les lisiers produits arrivent à la fosse de transfert couverte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Interdiction de rejet d'effluent dans les eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Collecte et stockage des effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
<b>Constats :</b> Absence de rejet en sous-sol.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Interdiction de rejet d'effluent dans les eaux superficielles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Épandage et traitement des effluents d'élevage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.
<b>Constats :</b> L'exutoire de la canalisation d'évacuation des eaux pluviales et des eaux captées par drainage sous les fosses est sec au moment de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Présence de dispositifs de mesure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Épandage et traitement des effluents d'élevage : installation de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose de moyens de contrôle et de surveillance à chaque étape du processus de traitement des effluents d'élevage permettant de mesurer les quantités traitées quels que soient les types d'effluents
<b>Constats :</b> Présence d'un monitoring sur la station de traitement qui enregistre en continu les paramètres de fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Capacités de stockage à disposition en cas d'arrêt du traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Épandage et traitement des effluents d'élevage : installation de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour prévenir les risques en cas de panne ponctuelle de l'installation de traitement des effluents d'élevage, l'installation dispose de capacités de stockage suffisantes pour stocker la totalité des effluents le temps nécessaire à la remise en fonctionnement correcte de l'installation.
<b>Constats :</b> La station a fonctionné en mode biologique seul pendant 6 mois en 2022, car la centrifugeuse était en cours de réfection (vis et bol).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 10 : Présence de dispositifs de prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Épandage et traitement des effluents d'élevage : installation de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Pour prévenir les pollutions accidentelles, l'exploitant est tenu : — de mettre en place des dispositifs (par exemple talus ou regards de collecte) permettant de contenir ou collecter temporairement toute fuite accidentelle issue des différents équipements de traitement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ; — d'installer aux différentes étapes du processus de traitement des dispositifs d'alerte en cas de dysfonctionnement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ; — de mettre en place des dispositifs d'arrêt automatique sur le système d'aéroaspersion ou de ferti-irrigation de l'effluent épuré (par exemple en cas de baisse anormale de pression interne du circuit ou d'arrêt anormal du déplacement du dispositif d'aspersion) ; cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2018). Ces dispositifs sont maintenus en bon état de fonctionnement.</p>
<p><b>Constats :</b> Présence d'un talus formant rétention en contrebas de la station de traitement et de l'élevage.            Des dispositifs d'alerte sont présents pour prévenir l'exploitant en cas de dysfonctionnement (non testés pendant la visite).            Plusieurs dispositifs d'arrêt automatique sont en place, ainsi qu'un système de trop plein qui renverrait un surplus d'arrivée de lisier brut dans la fosse amont centrifugeuse vers la fosse de transfert.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Tenue de registre de traitement des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 38
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Déchets et sous-produits animaux : traitement des effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant : — dans le cas d'un traitement aérobie d'effluents d'élevage liquides, le descriptif de l'installation de traitement, tenu à jour ; — le cahier d'exploitation tenu à jour, dans lequel sont reportés les volumes et tonnages de matières et effluents entrants et sortants à chaque étape du processus de traitement ; — les bilans matière annuels relatifs à l'azote et au phosphore. Le préfet définit la fréquence et les modalités techniques de prélèvement et d'analyse. L'ensemble de ces éléments est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Le système de quantification est automatisé.            Présence de débit-mètres relevés tous les 3 mois et prélèvement pour analyses d'échantillons tous les 6 mois par le technicien qui suit la station.            Le bilan de la station est établi tous les 6 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Hygiénisation et retournement du compost

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Épandage et traitement des effluents d'élevage : installation de compostage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes : — les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée, — la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines
<b>Constats :</b> Le refus qui s'accumule sous la centrifugeuse est mis en andain au bout de 3 à 4 semaines. Le refus frais est grumeleux et ne suinte pas (test de l'éponge effectué pendant la visite). Au jour de la visite, la température est de 53,5° dans le tas de refus en cours de compostage actif après le retournement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Allotement et suivi de la température des matières en compostage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Déchets et sous-produits animaux : compostage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'élévation de la température des andains est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain. Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).
<b>Constats :</b> Le compost en cours de maturation a une odeur de sous-bois, signe d'humification en cours.
<b>Demande de l'inspection :</b> relever la température du tas de refus frais sous la centrifugeuse chaque semaine et conserver les registres par lot de compost.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 14 : Compost : normalisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/09/2003, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Compostage : mise en application obligatoire de normes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les normes françaises homologuées dont la liste figure en annexe I du présent arrêté sont rendues d'application obligatoire, à l'exception des avant-propos et des annexes informatives. (NF U 42-001 ; NF U 44-051)
<b>Constats :</b> Le compost produit correspond aux attendus de la norme NF U 42-001 classe VI – n°6
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 15 : Compost : conformité des analyses à la norme

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/09/2003, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Compostage : vérifications avant mise sur le marché
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément aux modalités définies dans l'arrêté du 8 décembre 1982 susvisé, le responsable de la mise sur le marché de matières fertilisantes et supports de culture normalisés est tenu de procéder à un contrôle du produit tel qu'il le met sur le marché afin d'en vérifier la conformité aux normes mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 5 septembre 2003 susvisé. La conformité d'un produit à une norme se traduit, notamment, par la vérification des spécifications et des éléments de marquage tel que précisé dans la norme concernée. Cette vérification s'effectue au moyen d'analyses régulières des produits mis sur le marché selon les modalités précisées dans la norme concernée.
<b>Constats :</b> Les analyses de compost sont effectuées régulièrement. Le technicien qui supervise la station de traitement procède aux prélèvements d'échantillons et aux dépôts en laboratoire. Les résultats des analyses 2021 et 2022 du compost respectent les seuils détaillés dans la norme NF U 42-001 classe VI – n°6 pour le taux de matières sèches, la teneur en N, P et K et en N+P+K.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 16 : Compost : réalisation des analyses ETM et microbiologie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/09/2003, article 2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Compostage : vérifications avant mise sur le marché
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En l'absence d'exigences analytiques spécifiées par la norme relative aux produits, il procède : 1. Tous les six mois et lors de toute modification dans l'origine ou la nature des matières premières utilisées, à l'analyse des teneurs en éléments suivants : — arsenic (As) ; — cadmium (Cd) ; — chrome (Cr) ; — cuivre (Cu) ; — mercure (Hg) ; — molybdène (Mo) ; — nickel (Ni) ; — plomb (Pb) ; — sélénium (Se) ; — zinc (Zn). 2. A une évaluation régulière des risques qui peuvent résulter de la présence éventuelle de germes pathogènes pour l'homme et les animaux, de substances phytotoxiques pour les cultures. Les résultats de ces contrôles, consignés par écrit, sont tenus à la disposition des services compétents pendant une période de trois ans à compter de la fabrication du produit.
<b>Constats :</b> Les analyses de compost complètes sont réalisées annuellement, intégrant les analyses des ETM et microbiologiques.
<b>A noter :</b> les résultats d'analyses doivent être fournis aux destinataires du compost.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet